

SHORT NEWS

Gëlle Fra : guerre ou paix ?

Décidément, Robert Goebbels est un militant pour la paix. Déjà en 1988, en tant que secrétaire d'État aux Affaires étrangères, il avait inauguré à New York la sculpture du désarmement « The Knotted Gun », sous forme de revolver noué, que le Luxembourg avait offert à l'ONU. Plus de vingt ans plus tard, il récidive en tant que Commissaire luxembourgeois à l'Exposition Universelle de Shanghai, voulant emmener dans ses bagages le monument de la « Gëlle Fra » en tant que patronne de la paix. Ainsi, il a déclaré sur les ondes d'RTL qu'il s'agit d'un « Monument, dat och eng grouss Symbolik huet, nämlech déi, fir Fridden ze stoen. A mir hu gemengt, dat wier flott, fir d'Gëlle Fra als Ambassadeur fir de Fridden sechs Méint op Shanghai ze huelen. » Il convient cependant de rappeler au commissaire et à ceux et celles qui s'échauffent à nouveau sur le sort de la dame en or, qu'il s'agit d'un monument non pour la paix mais sur la guerre (voir également woxx n° 586). Il était d'abord dédié à la mémoire des « héros » luxembourgeois qui avaient participé en tant que volontaires aux côtés des Français à une Première Guerre mondiale aussi absurde qu'atroce. Le monument, érigé pourtant sur initiative privée, a bien servi l'État luxembourgeois, soupçonné d'avoir collaboré avec l'Allemagne, pour se ranger du côté des vainqueurs. Ce n'est qu'après sa démolition par les nazis pendant la 2e Guerre mondiale que la « Gëlle Fra » a avancé au grade de « symbole national », - et encore, seulement après que la dame mal-aimée par les conservateurs ait passé plusieurs décennies au fond d'une cave du stade municipal. En tant que monument de la paix, elle ne fait toujours pas l'unanimité : alors qu'une plaquette attachée à son socle rappelle les soldats luxembourgeois morts pendant la guerre de Corée, ceux qui sont tombés pendant la Guerre d'Espagne n'ont pas eu cet honneur.

Reformen gut verpackt?

„Wir verstehen uns als Reformpartei und treten dafür ein, dass in den nächsten Jahren Reformen im Gesellschafts- und Familienrecht geschaffen werden“, meinte der LSAP-Präsident Alex Bodry diese Woche anlässlich einer Pressekonferenz zu einer Reihe von gesellschaftspolitischen Themen - darunter die Homoehe, die Scheidungsgesetzgebung, die Adoption sowie das Abtreibungsgesetz. Das neue Gesetzesprojekt zum Schwangerschaftsabbruch stelle keine „dépénalisation“ dar, urteilte die LSAP-Abgeordnete Lydie Err, sondern eine „dépénalisation conditionnelle“. Eine komplette Entkriminalisierung würde laut Err letztlich vor allem eines bedeuten: „Die Abtreibung von egal wem, unter egal welchen Umständen zu erlauben und den Abbruch ohne Fristeneinschränkung vorzunehmen. Deshalb müssten Bedingungen fixiert werden.“ Somit erscheint auch das neue Gesetzesprojekt keine wesentliche Veränderung des Status quo des alten Gesetzes von 1978 zu bewirken: Der Schwangerschaftsabbruch wird nämlich nach wie vor nicht als ein Recht definiert, sondern hinter vielen Kriterien und Bedingungen verklausuliert als Möglichkeit dargestellt - sofern sich eine Frau in einer „situation de détresse“ befindet. Deshalb erscheint es auch widersprüchlich wenn Alex Bodry die Selbstbestimmung der Frau als qualitativen Sprung des neuen Gesetzesprojektes hervorhebt - solange das Wort „détresse“, also soziale und psychische Umstände, als Begründung für eine Abtreibung weiterhin im Gesetzestext bestehen bleibt, und Frauen zum Teil verpflichtet werden eine Beratungsstelle aufzusuchen. Die „détresse“ sei nicht der springende Punkt und käme auch in den Nachbarländern vor, rechtfertigt Lydie Err den Gesetzesentwurf. „Das ist keine Einmischung von Außen. Kein Arzt oder Planning wird das Recht bekommen, eine Frau nach ihrer Notlage zu fragen“, argumentiert Err. Ob das in Wirklichkeit so gehandhabt wird, muss die Zukunft zeigen. Zumindest ist das Gesetzesprojekt hier total unklar. Und auch die LSAP scheint sich nicht ganz einig zu sein. So fügte Alex Bodry an: „Der Gesetzesentwurf zum Schwangerschaftsabbruch ist eigentlich eine Fristenlösung, die in eine Indikationslösung gekleidet ist. Dieser Umstand bietet der CSV die Möglichkeit von einer Indikationslösung zu sprechen.“

AKTUELL

BELVAL

Sécurité contre tradition

Luc Caregari

Le patrimoine du site de Belval s'effrite peu à peu. Cette semaine, Agora a annoncé devoir réduire la hauteur des deux tours industrielles à 40 mètres.

Depuis 1969, respectivement 1972, les deux tours du site de Belval ont été de véritables emblèmes du Sud du Luxembourg. Hautes de 75 et de 115 mètres, elles étaient visibles de loin et témoignaient du passé industriel ainsi que des changements spectaculaires qu'a vécu le site ces dernières années. « Nous étions choqués en apprenant le véritable état des deux tours », expliquait Vincent Delwiche, le directeur de l'Agora, lors d'une conférence de presse mercredi dernier. Car, jusqu'à présent, les tours - S1 et S2 - faisaient partie intégrante du masterplan du nouveau quartier de Belval.

Si elles ne sont pas vouées à disparaître complètement, elles devront être ramenées à une hauteur de 40 mètres. C'est le résultat d'une étude réalisée par le bureau allemand Anikon, l'année dernière. Le revêtement externe et interne est détérioré à

tel point qu'une restauration ne semble économiquement pas envisageable. Et le risque de voir des personnes blessées par des briques tombant du haut d'une des deux tours est trop grand pour les conserver en l'état original.

Encore une bourde du service Sites et Monuments

Selon Delwiche, « La conservation des deux tours mettra en danger des projets qui seront réalisés dans les environs, comme la nouvelle école ou encore l'escalier aquatique. Et à cause de l'hiver particulièrement rude, nous ne pouvons plus attendre. Il faut agir maintenant ». Un fait accompli devant lequel Georges Engel, le maire de Sanem - deux tiers du futur Belval sont sur le territoire de sa commune - ne peut qu'acquiescer : « Nous déplorons que rien n'ait été fait au moment où les deux tours ont été abandonnées par l'industrie. Tout autant que nous déplorons le fait que le service des Sites et Monuments ait refusé de classer les tours en tant que patrimoine industriel ».

Même son de cloche du côté de l'Amicale des hauts-fourneaux : « Nous avons bien été informés des résultats de l'étude Anikon », confirme Roby Gales, leur président. « Malheureusement, il semble bien trop tard pour agir afin de sauver les tours. Grâce à nos efforts de conciliation, nous avons tout de même réussi à éviter qu'elles soient complètement détruites. Mais vu que l'Etat ne veut visiblement pas investir les quelque six millions d'euros qu'il faudrait pour les garder dans l'état original, nous ne pouvons rien faire. ».

Ainsi, une des spécificités les plus marquantes du futur quartier de Belval est réduite en miettes. Mais le conflit ne se cantonne pas aux seules tours, mais implique aussi le nouveau Centre National de la Culture Industrielle - sujet sur lequel l'Amicale des hauts-fourneaux et le Mouvement écologique communiqueront ce vendredi matin devant la presse.

